

Unité départementale du Littoral
Rue du pont de Pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 12/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIN-FLOC

ZAC de la Vigogne
rue des Argousiers
62600 Berck

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\PIN FLOC_Berck sur
Mer_0007002962\2_Inspections\2025 01 31 confinement
Code AIOT : 0007002962

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2025 dans l'établissement PIN-FLOC implanté ZAC de la Vigogne rue des Argousiers 62600 Berck. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du plan de récolement de l'action menée en 2024 sur une trentaine d'établissements présents sur le territoire de l'unité départementale du littoral, visant à vérifier la capacité des exploitants à mettre en œuvre le système de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie.

La société PIN-FLOC pour son site de Berck, lors de la visite du 23 mai 2024 n'avait pas démontré sa capacité de rétention et un projet de mise en demeure avait été proposé à M. le Préfet.

Cette nouvelle visite a pour objet de vérifier les avancées de l'exploitant sur cette thématique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIN-FLOC
- ZAC de la Vigogne rue des Argousiers 62600 Berck
- Code AIOT : 0007002962
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Pin Floc est une unité de fabrication de flocs textiles autorisée par arrêté préfectoral du 22/02/2001 pour ses activités d'effilochage et de pulvérisation de chiffons, de teinture et de blanchiment de matières textiles.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Réseaux	Arrêté Préfectoral du 22/02/2001, article 5-1-3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Bassins de confinement	Arrêté Préfectoral du 22/02/2001, article 5-2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réseaux	Arrêté Préfectoral du 22/02/2001, article 4-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas su démontrer que l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, pouvaient être confinées sur site. L'inspection propose de nouveau à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant sur les non conformités relevées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2001, article 4-2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus

à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté le plan des réseaux du site. Le plan date du 30 août 2001 avec une mise à jour le 21 octobre 2021. L'exploitant indique que les réseaux n'ont pas été modifiés depuis. On y trouve les différents réseaux, eaux pluviales, eaux usées, les différents ouvrages comme les regards et le séparateur hydrocarbure, et d'autres réseaux (EDF, PTT, Gaz). Les vannes de coupure ou de disconnection n'apparaissent pas. Des références de niveau sont présentes comme -1.20 pour le quai de chargement poids lourd, d'autres niveaux sont notés aux droits extérieurs du bâtiment. Le niveau fini intérieur est noté à 0.00.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2001, article 5-1-3
Thème(s) : Risques chroniques, Disconnexion
Prescription contrôlée : En complément des dispositions prévues à l'article 4.1 du présent arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.
Constats : Depuis la précédente visite de l'inspection, le 23 mai 2024, l'exploitant n'a pas su démontrer que le site disposait d'un système de déconnexion permettant l'isolement du réseau d'égout du site vers l'extérieur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Bassins de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2001, article 5-2
Thème(s) : Risques chroniques, confinement
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un bassin de confinement. Les eaux doivent s'écouler dans ce bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.

Constats :

Lors de la visite du 23 mai 2024, il a été constaté l'absence de bassin de confinement pour le recueil des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction.

Lors de cette nouvelle visite, l'exploitant indique que les eaux d'extinction sont retenues sur site.

Le plan d'intervention du site indique également que le bâtiment est sur rétention. Lors de la visite, les pentes sont perceptibles dans le bâtiment.

Le plan des réseaux, décrit au constat 1 ne mentionne pas cette rétention alors que plusieurs points de niveaux sont identifiés à l'extérieur du bâtiment, et indique que le bâtiment a un niveau fini intérieur à 0.00.

L'exploitant ne présente pas de plan altimétrique et ne justifie pas de la capacité de rétention du bâtiment.

Les éléments fournis par l'exploitant ne permettent pas de confirmer que l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, peuvent être confinées.

En outre, s'il s'avère que le bâtiment fait effectivement office de rétention, l'exploitant devra porter cette information à la connaissance du Préfet de façon à modifier la prescription ci dessus qui ne correspond pas à la situation du site.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois